



CSE 16 JANVIER 2014 Déclaration FSU / Déclaration du SNES

Déclaration FSU

Les annonces du Ministre interviennent après des mois de discussions et font suite aux assises académiques. La FSU s'est largement engagée dans ces discussions. Elle a aussi organisée une enquête auprès des personnels pour connaître leurs attentes précises. Trois préoccupations majeures ont émergé : une demande de pouvoir travailler différemment (travail en équipe, interventions à plusieurs enseignants dans une même classe, travail en groupes...) ; l'exigence de formation ; une demande de temps (travail en équipe, concertation et lien avec les familles).

Dans le contexte que nous connaissons bien et que PISA a malheureusement confirmé (l'École produit des inégalités, le lien entre inégalités sociales et inégalités scolaires notamment), il est indispensable de rappeler les ambitions et les objectifs à assigner aux écoles et établissements se trouvant en éducation prioritaire. Pour la FSU, il s'agit bien d'avoir les mêmes ambitions que pour toutes les autres écoles et établissements et les mêmes exigences pour tous nos élèves. Les jeunes sont capables de réussir, il revient à l'École de leur permettre.

Le Ministre présente aujourd'hui un plan en 3 volets et avec des moyens supplémentaires. La FSU se félicite de l'importance de l'effort national en direction de l'éducation prioritaire. Elle considère que ce plan de rénovation doit permettre de créer les conditions d'amélioration des résultats scolaires.

Le « travail de redistribution et justice » évoqué par le Ministre ne peut pas par contre dépendre de la seule Éducation nationale. Il est nécessaire de mettre en place des actions interministérielles pour que le plan présenté aujourd'hui soit conforté autour de l'École avec une même exigence.

La FSU insiste par contre sur la nécessité à intégrer les lycées, et notamment les lycées professionnels, dans cette dynamique car ils scolarisent des publics scolaires également fragilisés qui ont besoin d'être soutenus. De même, il sera indispensable de conforter davantage les missions et les conditions d'exercice des personnels non enseignants qui jouent un rôle majeur dans la réussite scolaire des élèves par leur accompagnement et celui de leurs familles. Il faudra maintenant préciser les mesures les concernant comme pour les assistants sociaux que le Ministre vient de citer.

Si la FSU restera attentive, avec les personnels, à la mise en œuvre de cette nouvelle politique, elle se félicite donc de l'annonce de ce plan. Bien sûr il ne doit pas se mettre en place au détriment des écoles et établissements qui sont en dehors de l'éducation prioritaire. Et il nous reste en ce début d'année nombre de sujets importants à traiter : préparation de la rentrée 2014 dans le 1er et 2nd degré, carte scolaire, situation de certains personnels comme les Copsy, formation initiale (la FSU vient d'ailleurs de mettre en place un observatoire des Espè) et continue.... Les annonces faites par le Président de la République sur la réduction de la dépense publique va de fait réduire les possibilités de l'action publique. Pour la FSU le rôle de l'État et des collectivités locales est déterminant pour sortir de la crise, faire face à la situation sociale et aux enjeux économiques, pour construire une société plus solidaire. Bien évidemment l'Éducation et la formation sont des atouts essentiels à préserver et développer.

Déclaration du SNES

Le Snes se félicite des annonces concernant l'éducation prioritaire. Il sera attentif à leur mise en œuvre sur le terrain.

Il s'associe à la demande du SE-Unsa de desserrer le calendrier de travail du CSP sur les programmes et le socle commun de connaissance de compétence et de culture. Il serait bien dommage de ne pas tirer les leçons du passé récent: un travail à marche forcée ne permet pas la maturation des textes, et conduit au final à renforcer la difficulté scolaire, un paradoxe à l'heure des annonces sur la réforme des ZEP.

Il souhaite également insister sur la situation faite actuellement aux CIO, aux Copsy et aux directeurs. A Lyon, à Versailles, sur Orléans -Tours, les désengagements des conseils généraux et l'absence de volonté des rectorats de rechercher des solutions alternatives conduisent à la fermeture de services publics de proximité. A Rouen ce sont les 2/3 des CIO qui seraient fermés (10 sur 17) ce qui va contraindre les familles et les jeunes à effectuer plus de 50 km pour se rendre dans un CIO que ce soit en zone rurale comme à Neufchatel-en-Bray ou en zone sensible comme au Havre Nord. Ceci est pour le moins paradoxal, là encore, au moment où l'amélioration de l'accompagnement des parcours des élèves et la lutte contre le décrochage sont à l'ordre du jour.

A l'appel de l'intersyndicale (SNES, SUD et CGT educ'action) des délégations de toutes les académies sont réunies aujourd'hui pour porter les témoignages de ce qui s'apparente à un véritable démantèlement du service public d'orientation de l'EN. Nous vous demandons Monsieur le Ministre de les recevoir et d'intervenir auprès des rectorats pour stopper cette réorganisation brutale et apporter des réponses sur l'avenir du service.